

LOIRE Finances publiques

Les agents dénoncent « un service au rabais »

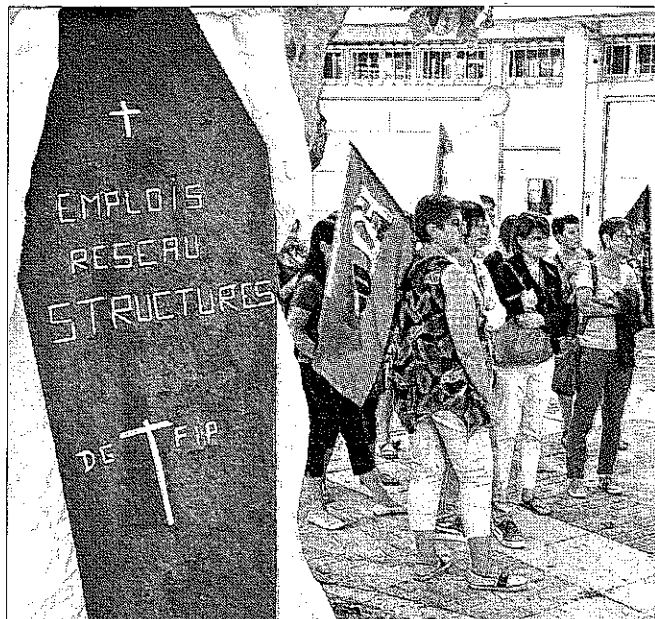
Lundi, cinq syndicats appelaient à la grève pour dénoncer le plan du ministre Gérard Darmanin qui prévoit des suppressions de postes et la fermeture de trésoreries. Un mouvement suivi par 52 % du personnel selon les syndicats.

Des agents des finances publiques de Solidaires, de la CGT, de FO, de la CFDT et de la CFTC étaient rassemblés, lundi, devant la Direction départementale des finances publiques à Saint-Étienne. Un rassemblement qui entraine dans le cadre d'une journée de grève nationale au cours de laquelle les fonctionnaires expriment leur ras-le-bol face au plan du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin.

Ce plan, qui prévoit la suppression de 4 800 emplois et la fermeture de trésoreries sur tout le territoire, est appelé « projet de géographie revisitée ». Selon les syndicats, la Loire compterait 850 agents des Finances publiques. Au cours des dix dernières années, 200 emplois ont été supprimés dans le département.

« Les usagers éloignés des services publics »

Ce plan qui va s'étaler de 2020 à 2023, est qualifié, par Grégory Protière, secrétaire général adjoint de Solidaires, « de plan de démantèlement des structures des finances publiques ». Dans la Loire, le syndicaliste annonce que le



Lundi, les grévistes s'étaient rassemblés devant la direction départementale des finances publiques à Saint-Étienne.

Photo Progrès/Philippe VACHER

nombre de services impôts des particuliers va passer de six à quatre avec les fermetures de Firminy et Feurs. Quant aux services impôts entreprises, leur nombre va fondre de six à deux avec les fermetures de Feurs, Firminy, Saint-Chamond et Montbrison.

Selon Grégory Protière, les trésoreries locales « dans leur forme actuelle vont fermer. Elles seront remplacées par de gros services de gestion comptable à Feurs, Roanne, Montbrison et Saint-Étienne ». Face à ces fermetures le gouvernement veut mettre en place des « points de contacts » qui seront une sorte de permanence périodique. « On ne sait pas trop de

quoi il s'agit », souligne le représentant de Solidaires.

« Ce qui est sûr, c'est que les usagers seront encore plus éloignés des services publics. Il est à craindre que ces points de contacts soient implantés dans les Maisons France service et ne seront pas tenus par des agents des finances. C'est un service public au rabais », déplore Grégory Protière. Une délégation de l'intersyndicale a été reçue par le directeur de cabinet du préfet de la Loire, en fin de matinée. Une rencontre au cours de laquelle les syndicats ont rappelé leur opposition à la réforme Darmanin.

D.G.